



Défense

L'Afrique et la sécurité aujourd'hui



Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute

Les Nations Unies, l'Europe et les grandes puissances

L'industrie de défense sud-africaine

Migrations, développement et sécurité

© Shutterstock

TÉMOIGNAGE

Mme Legawork Assefa, division
paix et sécurité de l'IGAD

COMMUNAUTE IHEDN

FICA : l'IHEDN et l'Afrique
Le Forum des auditeurs

CULTURE

Réapprendre la signification
des œuvres d'art africaines

Perceptions locales des coopérations internationales de sécurité dans le Sahel

Aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Sahel, les pays se trouvent dans différentes situations sécuritaires qui relèvent soit de leurs spécificités internes ou de leur position géographique par rapport à l'épicentre de la menace transnationale la plus en vue : le terrorisme. Il serait difficile de les classer selon un cadre politico-sécuritaire reflétant une réalité fixe et faisant sens. L'évolution de la situation sécuritaire, les aléas et l'imprévisibilité d'un phénomène multiforme et insaisissable ne facilite point une classification objective.

Aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Sahel, les pays se trouvent dans différentes situations sécuritaires qui relèvent soit de leurs spécificités internes ou de leur position géographique par rapport à l'épicentre de la menace transnationale la plus en vue : le terrorisme. Il serait difficile de les classer selon un cadre politico-sécuritaire reflétant une réalité fixe et faisant sens. L'évolution de la situation sécuritaire, les aléas et l'imprévisibilité d'un phénomène multiforme et insaisissable ne facilite point une classification objective.

Sans s'aventurer dans la fixation d'une grille constante d'analyse de la situation sécuritaire au Sahel, on pourrait tout de même concevoir une typologie mouvante allant des États qui sont déjà rudement frappés par le terrorisme (Mali, Nigeria) à ceux qui offrent encore la possibilité d'une approche préventive et prospective (Sénégal et pays côtiers). Selon la même typologie, d'autres pays comme le Niger et le Tchad pourraient être parmi ceux qui sont sous haute pression sécuritaire. Dans cette configuration où l'impensable se produit tous les jours, tellement certains pays se croyaient loin de l'épicentre du djihadisme, la prévision comme outil de gouvernance sécuritaire est même tombée dans le domaine de l'absurde avec Grand Bassam qui sonna comme un avertissement à l'Afrique côtière.

La coopération militaire a été l'une des premières trouvailles pour repousser l'assaut des djihadistes comme en témoigne l'opération *Serval* dès le début de la crise malienne. Mais, très vite, au rythme des attaques et de la propagation des zones de conflit, ce qui semblait être une solution temporaire s'ins-

crivit dans la durée sans qu'une communication adéquate accompagnât les actions et les initiatives. Il s'est alors installé un sentiment d'incompréhension pouvant aller jusqu'au rejet annihilant ainsi les efforts de la communauté internationale, tout en posant de sérieux problèmes politiques internes aux États qu'elle était sensée soutenir et renforcer. Ainsi, la lutte contre le terrorisme qui avait créé, pour un temps, une convergence de vues entre États sahéliens et partenaires internationaux, commence à diviser et faire ressurgir de vieux démons tels que la suspicion d'« *impérialisme* » et une vision négative des interventions militaires. Il se pose aujourd'hui un véritable débat au sein de la classe politique et de l'intelligentsia africaines qui se nourrit des contradictions et incohérences de tous bords. D'un côté, les puissances occidentales perdurent dans l'option du tout-militaire qui n'arrive pas à bout du terrorisme pendant que, de l'autre, les États africains s'interrogent à propos de la primauté instituée du sécuritaire sur le développement, qui semble moins mobiliser. On parle de plus en plus d'une inversion de l'agenda africain face à une vision internationale « *imposée* » et orientée.

Cette contribution voudrait, à partir d'une analyse des perceptions croisées entre acteurs internationaux et locaux, revenir sur cette incompréhension qui rend peu lisible aux yeux des populations la coopération sécuritaire, pourtant saluée par les pouvoirs publics de part et d'autre de la Méditerranée. De même, elle vise à analyser le « *nouveau dilemme* » sahélien entre impératifs de sécurité, gestion des urgences et nécessité d'un changement de paradigmes devant le relatif insuccès de l'option du tout-militaire.



Bakary Sambe

© Timbuktu Institute





Le village de Kolombouté au Niger. La priorité du développement est-elle supplantée par les impératifs de sécurité ?

Sahel : de la guerre des priorités à la concurrence des agendas

Les effets collatéraux d'une lutte contre le terrorisme, qui s'annonce longue et sans issue, ont rudement frappé et affaibli les économies locales, tout en affectant les équilibres sociopolitiques dans la région. Ainsi, la question resurgit du destin d'un continent et surtout de sa capacité à assurer sa propre sécurité. Au sein des élites politiques et intellectuelles, le vieux débat sur l'intégration économique et politique se pose au quotidien, à l'Afrique, sous la forme d'un dilemme : subir tel un maillon faible, les aléas et desiderata des échanges mondiaux et de la politique internationale qui la marginalisent et la dominent ou s'imposer en tant qu'ensemble géopolitique sensé et intégré avec son identité propre et ses priorités en bandoulière.

Dans la nouvelle géopolitique imposée par cette situation inattendue, qui fait que la priorité du développement est supplantée par les impératifs de sécurité, les pays africains doivent, de plus

en plus, faire face à de nouveaux défis tels que les impacts directs de l'extrémisme violent et du terrorisme ainsi que la propagation continue des zones de conflits. Pour comprendre comment la sécurité en tant que domaine prioritaire d'action est souvent vue comme un fardeau ralentissant la marche du continent vers le développement par une meilleure intégration des économies, il faudra prendre en compte les perceptions locales de la crise sahélienne qui, souvent, tranchent d'avec la vision et l'approche internationales.

En fait, au moment où les initiatives d'intégration et de construction de stratégies communautaires étaient en très bonne voie sur le continent, l'insécurité grandissante accentuée par le terrorisme a subitement durci les contrôles dus aux risques transnationaux, avec un impact certain sur les échanges économiques et le développement du commerce. Devenues aujourd'hui le symbole de la criminalité et de la transnationalité des menaces, les zones frontalières ont toujours été celles d'une dense activité économique. A titre d'exemple, la menace Boko Haram a transformé

le Bassin du lac Tchad en zone d'instabilité, de même qu'elle soulève la question des nécessaires stratégies interrégionales (MNJTF). Par le passé, Diffa, Bosso, Chétimari, Nguigmi, au Niger étaient économiquement liés à Garoua et Maroua au Cameroun ainsi qu'aux îles du lac Tchad comme Mitérié où le Naira nigérian circulait plus que le franc CFA. Aujourd'hui, l'impératif de sécurité l'emporte largement sur la valorisation de ces zones d'échanges où l'activité économique est freinée par des fermetures de marchés et le bannissement de certaines exportations.

Mais en réalité, cette question cruciale, qui s'impose de plus en plus dans le débat inter-africain sur la crise sahélienne au sein même de l'intelligentsia, n'est pas nouvelle. Au lendemain des applaudissements internationaux suite à l'opération *Serval*, certains comme le Sénégalais Boubacar Boris Diop et l'ancienne ministre malienne de la culture parlaient déjà de « *gloire des imposteurs* », arguant que la lutte contre le terrorisme était devenu le nouvel artifice d'un soft-impérialisme revenu par la fenêtre du sécuritaire.

Au même moment, l'autocritique prend toute sa place dans le débat africain fortement secoué par la notion d'inversion des priorités et l'absence d'un agenda continental. Pour ceux qui continuent de penser que l'Afrique est en train de mener une guerre qui ne serait pas la sienne, en lieu et place des dispositifs régionaux de promotion des échanges, naissent et se multiplient d'autres initiatives à motivation purement sécuritaire reléguant l'économie et le développement au second plan. D'autres, optant pour la formule d'une sécurité africaine par les Africains, déplorent l'absence de cadres de coopération régionale pour harmoniser les politiques sécuritaires qui font parfois défaut, malgré les initiatives de l'Union africaine et les efforts du Conseil de paix et de sécurité.

Dans les perceptions de cette dernière catégorie, la multiplication d'initiatives sous-régionales parcellaires comme le G5 Sahel auraient pour objectif non avoué d'affaiblir une entité communautaire comme la CEDEAO avec des agendas flous, du moins incompris. D'un autre côté, la redondance des stratégies et autres « *plans* » des partenaires internationaux sans coordination entre-elles, dispersent les efforts africains et freinent la mise en

place de cadres endogènes à vocation continentale pour parachever l'architecture de paix et de sécurité du continent.

Ces partenaires incompris à l'épreuve du nouveau dilemme sahélien

La multiplication des « *stratégies Sahel* », l'absence de coordination de l'action internationale dans cette région donnent parfois l'impression d'une compétition perçue comme une « *in-conscience* » face à la montée des périls et aux urgences. Lors des échanges avec des acteurs maliens, on perçoit bien une forme d'incompréhension de l'action de la communauté internationale et de la France en particulier.

Au Mali, il semble se dessiner, depuis plusieurs années, une divergence de perception du conflit entre la classe politique malienne et les dirigeants européens, plus focalisés sur la menace terroriste à raison de son caractère transnational que sur la question de la « *réconciliation nationale* ». En d'autres termes, au sein des sociétés civiles africaines, il y a une forte perception selon laquelle la lutte contre le terrorisme est aussi un levier d'influence et une justification « *intéressée* » d'une présence militaire occidentale en Afrique.

Dès 2014, dans une étude intitulée *Mali-Mètre* « *Que pensent les Maliens ?* », menée par la Fondation Friedrich Ebert, plusieurs sujets ont été abordés dont la présence et le rôle des forces étrangères dans le pays. Les sondés divergent sur la force française *Barkhane* et son rôle, tout en méconnaissant l'action de l'EUTM, la mission de formation de l'Union européenne. Le signal avait été donnée sur la perception de la présence militaire française à travers l'appréciation de *Barkhane* et de son action dans le pays et 34 % des citoyen(ne)s estimaient que les forces armées françaises devraient rester « *moins d'un an* » au Mali ; ils étaient 22 % à penser qu'elles pourraient encore rester entre « *1 et 3 ans* ». Pour 6 % d'entre eux, *Barkhane* pourrait faire plus de 15 ans au Mali, révélant du coup que la stabilisation du pays et la victoire contre les djihadistes n'était pas pour demain, alors que les acteurs locaux étaient plus dans la logique d'une présence salvatrice que celle d'une installation à long terme.



© U.S. Africa Command

Entraînement des forces djiboutiennes par un régiment d'infanterie américain en avril 2018. L'approche américaine serait-elle plus pertinente à long terme ?

Au Niger voisin, les acteurs de la société civile qui ne partagent pas souvent les orientations des dirigeants politiques, développent un sentiment assez mitigé de la coopération sécuritaire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme qui, pour l'heure, semble être la seule approche préconisée par les pouvoirs publics contre le phénomène de l'extrémisme violent. En plus des questionnements que soulève, pour les défenseurs des droits humains, l'arsenal répressif dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les principales inquiétudes portent sur les perceptions d'une coopération internationale souffrant d'une « *absence totale de transparence* » de la part de l'État. En quelque sorte, ces acteurs s'interrogent sur la pertinence même d'une telle coopération souvent vue sous l'angle d'une volonté des pouvoirs publics à satisfaire les désirs des partenaires internationaux aux agendas « *flous* » aux yeux de la population.

De ce fait, la question des « *forces étrangères* » commence à être un sujet majeure de préoccupation : « *la présence des forces étrangères inquiète nos populations ; cela donne l'idée d'une occu-*

pation du Niger sous prétexte de la lutte contre le terrorisme », affirme un responsable d'une ONG locale. Ce regard critique sur coopération sécuritaire semble même recouper la perception assez mitigée, de plus en plus partagée, de la présence militaire dans le pays. Les déclarations sont de plusieurs types mais ont en commun la traduction d'un sentiment d'incompréhension et même d'un relatif rejet d'une coopération pourtant saluée par les États comme participant de la sécurisation de ces vastes zones du Sahel. Bien que plus discrète, la présence militaire américaine, qui s'est révélée comme une réalité désormais admise depuis l'attaque mortelle d'octobre 2017, n'échappe pas à cette perception négative de la part des populations : « *la mission des drones qui survolent le territoire nigérien est incompréhensible. Ces drones ne sont pas là pour nous !* ». Il y a aujourd'hui une forte impression lisible dans des déclarations publiques de la part de représentants de la société civile, telles que : « *la présence militaire des pays occidentaux n'est pas là pour nous sécuriser. Les calculs géostratégiques orientent cette présence militaire* ».



Du moment que la coopération sécuritaire est conçue comme relevant d'un engagement des États et des partenaires internationaux, on dirait que les sociétés civiles africaines commencent désormais à exiger plus de transparence au même titre que dans les autres volets de la gouvernance, comme l'exprime cet acteur important d'une ONG travaillant dans la zone de Gueskéro : « *il y a tout un flou qui entoure cette présence des forces étrangères et la société civile voudrait qu'il y ait plus de transparence sur cette présence militaire qui accentue même le sentiment d'insécurité. La présence militaire étrangère est devenue même un facteur incitatif à l'extrémisme* ».

Une stratégie américaine qui marque les perceptions locales

Toutefois, une fine analyse de cette perception pourrait amener à croire à une différence d'appréciation, selon qu'il s'agisse de l'approche américaine ou de celle française. Les liens historiques entre la France et les principaux pays du Sahel, ainsi qu'une forte impression des acteurs français qui maîtriseraient mieux les « *affaires africaines* », pourraient induire à des erreurs d'appréciation de la situation. Il est encore courant que certaines autorités militaires françaises considèrent que les États-Unis seraient *en rade* sur les affaires sahéliennes en s'appuyant sur des documents américains de politique africaine dans lesquels l'Afrique ne semble pas être une priorité. La réalité serait pourtant beaucoup plus complexe. Une observation approfondie de la stratégie américaine ferait apparaître que les États-Unis ont plutôt fait l'option de laisser la sécurisation à d'autres pays, avec son lot de critiques et de perceptions négatives, tout en profitant de cette sécurité relativement garantie pour accroître leur influence, à l'intérieur de l'espace, et se donner le temps de la prospective. Cette option semble « *payer* » et marque nettement les perceptions locales : « *il y a une différence entre l'approche américaine et l'approche française ; ils sont moins discrets. Il y a une forte suspicion sur la présence militaire française au Niger* », remarque un président d'association de victimes à Diffa. Au moment où, l'option militaire semble être privilégiée par la France, supportant ainsi les coûts financiers et militaires et en termes

d'image, les États-Unis se concentrent sur les actions de prévention de l'extrémisme violent avec une approche holistique. De la même manière, l'Allemagne d'Angela Merkel, qui a désormais pris son destin sahélien en main en dehors des cadres européens ou sous « *parapluie français* », s'appuie sur l'approche *développementaliste* ainsi que ses puissantes fondations complétant sa diplomatie d'influence.

Cette incompréhension se creuse en même temps que, dans les cercles des leaders africains et de l'intelligentsia, les esprits se surchauffent déjà à l'idée de voire le Burkina Faso devenir un « *nouveau Mali* » malgré les assurances de Florence Parly lors de sa dernière visite à Ouagadougou. L'approche militaire, elle, dévoile ses insuffisances quotidiennes alors que les groupes terroristes qu'elle devait faire disparaître se multiplient. Il y a aujourd'hui une forte impression selon laquelle la France s'interroge en même temps que ses alliés sahéliens doutent et sont fragilisés par les critiques des opinions publiques, de plus en plus sceptiques quant à la pertinence de « *nouvelles guerres* » aux issues incertaines.

Il est sûr qu'un nouveau conflit s'installe : celui entre les approches internationales d'une crise sahélienne qui perdure et ses perceptions locales longtemps négligées. Ce que nous avons appelé le « *nouveau dilemme sahélien* » semble pour l'heure insoluble pour les États africains et leurs partenaires internationaux, « *entre l'impératif de gestion des urgences sécuritaires et la nécessité d'un changement inévitable de paradigme face à l'échec patent du tout-militaire* »¹.

Bakary Sambe

Le Dr Bakary Sambe est directeur du Timbuktu Institute, un think tank africain qui se veut le siège d'une « pensée critique, responsable et ouverte au monde ». Il est enseignant-chercheur au Centre d'étude des religions de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal et docteur en sciences politiques de l'Université Lumière Lyon 2.

1 : Voir Bakary Sambe, Le dilemme sahélien, in Jeune Afrique, janv. 2019, <https://www.jeuneafrique.com/mag/692508/politique/tribune-le-dilemme-sahelien/> consulté le 27/01/2019